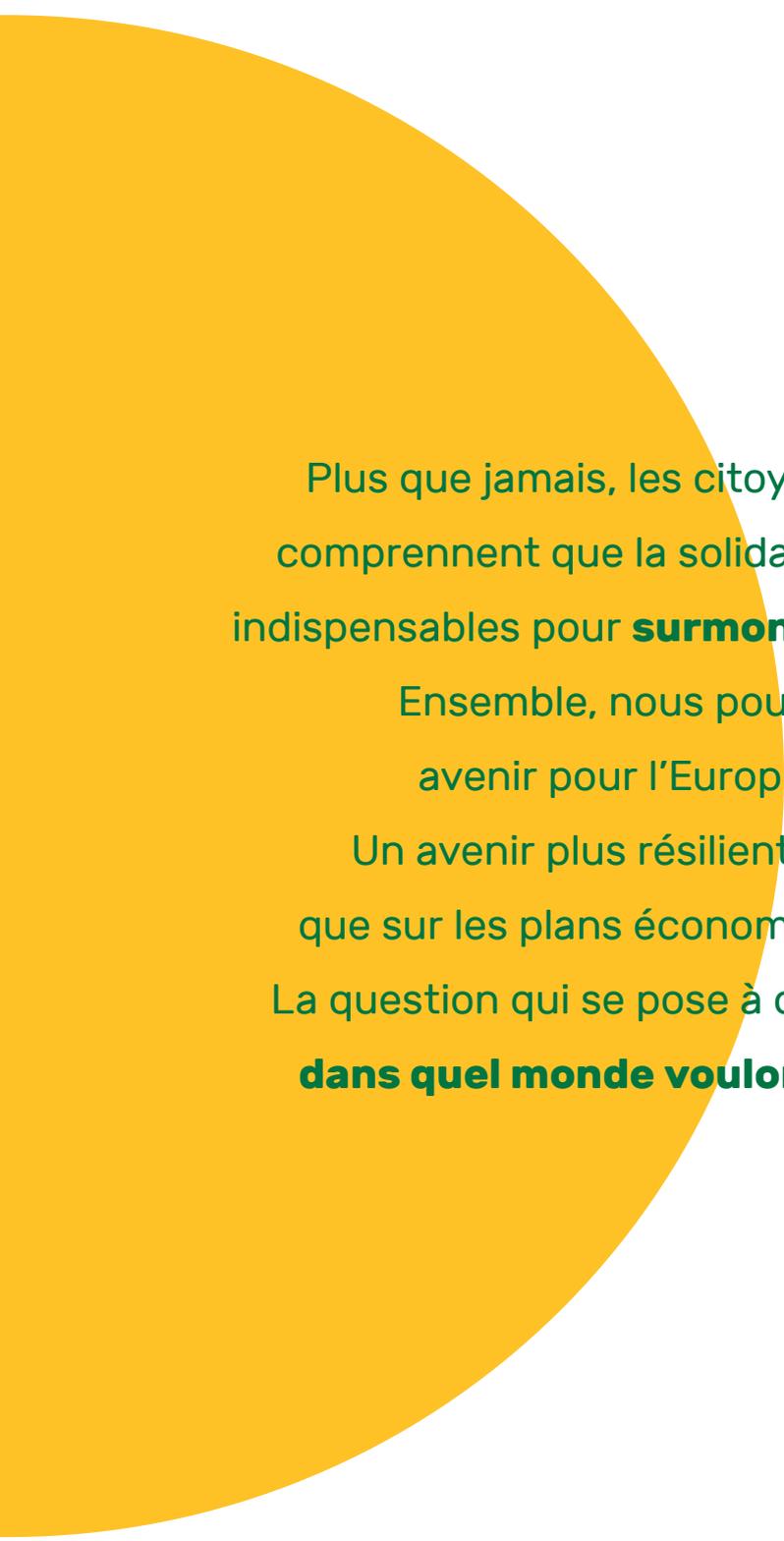


# **PROTÉGER** NOTRE AVENIR

Plan de transition et de résilience  
du groupe des Verts-ALE



Plus que jamais, les citoyen·ne·s du monde entier comprennent que la solidarité et la coopération sont indispensables pour **surmonter la crise de la COVID-19.**

Ensemble, nous pouvons créer un autre avenir pour l'Europe et pour le monde.

Un avenir plus résilient tant sur le plan social que sur les plans économique et environnemental. La question qui se pose à chacun.e d'entre nous est :  **dans quel monde voulons-nous vivre demain ?**

**Vers une société  
résiliente sur  
le plan social,  
économique et  
environnemental**



**Plus d'ambition, de solidarité et de coopération, c'est la clé pour bâtir un nouveau modèle européen de résilience sociale, économique et environnementale.**

La crise du COVID-19, reconnue pour la première fois par l'OMS le 31 décembre 2019, est devenue, moins de trois mois plus tard, une pandémie mondiale qui a causé des ravages sans précédent dans presque tous les pays de la planète.

Partout en Europe, des milliers de familles sont confrontées à des pertes tragiques et craignent pour leur santé et celle de leurs proches. Des millions de personnes risquent de perdre leurs moyens de subsistance et de subir de graves conséquences économiques. Dans de nombreuses régions d'Europe, les écoles restent fermées et la majorité de la population est confinée à domicile.

Lorsque la pandémie a atteint l'Union européenne (UE) en février, **les gouvernements et les institutions de l'UE n'étaient pas préparé·e·s** à faire face à l'effet dévastateur sur les systèmes de santé et alimentaire, la société, les lieux de travail et l'économie en général. Seuls le courage et les efforts exceptionnels des infirmier·e·s, des médecins, des pompiers, des aides soignant·e·s et de bien d'autres ont sauvé notre. **La solidarité entre les États membres de l'UE a malheureusement fait défaut** au départ, alors que l'Italie a rapidement vu son système de santé être débordé. Elle a été forcée de fermer une grande partie de son économie et de son système éducatif, et la plupart des italien·ne·s ont été confiné·e·s à domicile.

Même s'il y a eu depuis des initiatives de coopération bilatérale pour partager l'information et la charge qui pèse sur la santé, **les dirigeant·e·s européen·ne·s n'ont pas réussi à s'entendre de manière claire sur un moyen équitable de partager le fardeau économique, et ce, malgré l'ampleur et la nature de l'impact économique à l'échelle de l'UE.**

De même, la coordination au niveau de l'UE des mesures économiques et sociales visant à **ralentir la propagation du virus** a malheureusement été insuffisante. **Des mesures d'exception et autres limitations des libertés, prises au nom de l'état d'urgence sanitaire**, ont également été adoptées sans coordination ni certitude de leur proportionnalité. Certaines semblent nécessaires et proportionnées, d'autres, comme celles prises par la Hongrie, déstabilisent les valeurs mêmes sur lesquelles repose l'UE.

L'UE et ses États membres doivent convenir de toute **urgence d'une stratégie coordonnée et responsable pour assouplir progressivement ces mesures d'exception prises au nom de l'état d'urgence sanitaire pour contrôler la propagation du virus. De même, il leur faut décider d'une stratégie coordonnée de relance et d'amélioration de la résilience pour l'UE.**

**La solidarité et la coordination doivent être les bases de l'effort massif** requis pour se remettre des dommages sociaux et économiques résultant de la crise, et assurer la résilience pour le futur. Dans

l'hypothèse inverse, la crédibilité même de l'UE serait irrémédiablement entachée.

Pour l'éviter, cette reconstruction doit **garantir non seulement le remplacement des moyens de subsistance perdus et des infrastructures endommagées**, mais aussi la **durabilité sociale, économique et environnementale de l'UE**.

Cela doit se traduire par un programme **combiné d'investissements et de réformes socio-économiques dans le but de renforcer la solidité des services de santé et autres services publics, assurer l'équité, la solidarité et la stabilité dans l'union économique et monétaire et, surtout, mettre tout en œuvre pour éviter la catastrophe environnementale**, la plus grande menace pour notre bien-être collectif.

Ces semaines difficiles nous ont donné à toutes et tous de nouvelles perspectives sur les forces et les faiblesses de nos sociétés. Nous avons beaucoup appris sur ce qui nous pousse à aller de l'avant, mais aussi sur ce que nous devons changer.

Plus que jamais, nous, les européen·ne·s, voyons **l'importance d'une coopération et d'une solidarité fortes** pour faire face aux menaces économiques, sociales et environnementales collectives.

Plus que jamais, nous, les européen·ne·s, comprenons la **valeur incommensurable des services publics et des filets de sécurité qui**

**soutiennent des sociétés stables et inclusives** qui fonctionnent vraiment pour toutes et tous.

Plus que jamais, nous, les européen·ne·s, comprenons **l'importance essentielle de la souveraineté alimentaire**. Dans ce contexte, il est essentiel que la politique agricole commune (qui représente 35 % du budget de l'UE) soit fondamentalement transformée. Au lieu d'être tournée vers le productivisme et les marchés mondiaux, elle doit devenir un puissant moteur de la résilience de nos sociétés, bénéfique pour la santé, le climat, la biodiversité et l'emploi.

Plus que jamais, nous, les européen·ne·s, avons constaté le **rôle crucial que la numérisation joue dans notre société** : elle a permis à beaucoup de gens de continuer à travailler, d'avoir une vie sociale, d'accéder à des services vitaux et au divertissement malgré le confinement. Elle nous a fait comprendre à quel point il est important de **réduire la fracture numérique et d'assurer le respect de la vie privée et des droits** dans le monde numérique.

Plus que jamais, nous, les européen·ne·s, comprenons que la doctrine de l'efficacité économique, **qui fournit des biens bon marché et ne tient pas compte des limites planétaires, mène à une vulnérabilité structurelle qui entraîne des crises socialement et économiquement coûteuses**.

La réponse à la crise doit **traiter les racines de ce manque de résilience** :

- Des décennies à se concentrer sur **l'austérité et le faible niveau des dépenses budgétaires publiques, y compris après la crise financière de 2008**, ont profondément touché les secteurs publics qui sont maintenant considérés comme cruciaux pour notre société.

- La stratégie alimentaire de l'Union européenne, axée sur les exportations, expose certain•ne•s de ses citoyen•ne•s aux risques de ne pas avoir accès à la nourriture, tandis que la détérioration de la nature et l'utilisation des pesticides aggravent la qualité de vie de beaucoup d'individus.

- Les effets sur la santé ne sont pas correctement pris en compte dans toutes les politiques et la privatisation croissante de nos systèmes de santé a nui à l'accès de tou•te•s les citoyen•ne•s aux soins. Le manque d'investissements des gouvernements dans les systèmes de santé publique a exposé les citoyen•ne•s à des risques et a affaibli notre capacité à faire face aux crises.

- Le dogme selon lequel le **rôle des marchés est principalement d'assurer une production toujours moins chère** a mené **au rallongement et à la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement** et a rendu l'UE **dépendante de pays comme l'Inde et la Chine pour se procurer des médicaments** et des équipements médicaux cruciaux, en plus de créer des monopoles dans l'industrie pharmaceutique qui déterminent le prix et la propriété de vaccins potentiels.

- Les mêmes grandes entreprises qui se concentrent sur les profits à court terme au lieu de payer décemment leurs employé•e•s et de bâtir leur résilience demandent maintenant à être sauvées par les fonds publics. Il est clair qu'elles doivent au moins être tenues de combler leurs carences en retour.

- La surexploitation de la nature avec la destruction des habitats et de la biodiversité, et l'utilisation à outrance des ressources naturelles, sont autant de **causes directes du transfert de virus** des animaux sauvages aux femmes et aux hommes. Cela ne constitue qu'un aspect du danger de considérer la planète comme une ressource infinie et flexible. Une action mondiale est nécessaire pour faire respecter les limites des ressources naturelles de notre planète.

Cela constituerait un échec **lamentable, en termes de leadership et de vision, de ne pas saisir ce moment d'agir de manière décisive et collective pour construire l'UE dont nous avons besoin, plus verte, résiliente, juste, égalitaire entre les genres, plus stable et démocratique.**

Il s'agirait d'une véritable **capitulation d'utiliser des ressources limitées pour retourner à la vie d'avant**, qui s'est révélée si fragile, ou de mettre de côté voire d'annuler l'une des réalisations passées de l'UE ou ses ambitions existantes.

Unissons-nous, maintenant, pour **transformer le pacte vert, concrétiser le pilier des droits**

**sociaux et fixer des objectifs en matière de développement durable. Unissons-nous pour renforcer l'Union économique et monétaire, le marché unique, la stratégie numérique et offrir une vision commune pour l'avenir de l'Europe afin d'accomplir le changement social, économique et environnemental le plus ambitieux que le monde n'ait jamais connu.**

## **RÉORGANISER NOS SYSTÈMES DE SANTÉ POUR DONNER LA PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ DES PATIENT•E•S ET DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS**

D'abord et avant tout, cette crise est une crise sanitaire. En pleine crise du COVID-19, il est clair que la coopération européenne est réellement importante pour faire face à des défis transfrontaliers comme les épidémies. Il est donc essentiel de renforcer la préparation aux catastrophes à l'échelle européenne. Pour cela, nous devons renforcer le rôle de l'UE dans ce domaine. Premièrement, en se concentrant sur la prévention, en augmentant les ressources des différentes agences spécialisées de l'UE, à commencer par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. En effet, des groupes d'expert•e•s indépendant•e•s de haut niveau sur lesquels nous pouvons compter en période de crise sont une nécessité. La connaissance est également essentielle à la gestion efficace d'une crise. Nous avons vu à quel point il était important de recueillir des informations sur les stocks de médicaments et la disponibilité des lits en

soins intensifs et des appareils médicaux. C'est pourquoi nous avons besoin de bases de données qui regroupent toutes les informations nécessaires afin de commencer à constituer des stocks pour être mieux préparé•e•s. Les expert•e•s devraient également définir des plans d'intervention en cas de catastrophe, organiser régulièrement des tests de résistance et mettre en place une force européenne de santé dans tous les hôpitaux de l'UE, spécialement formée pour faire face à différents types de crise, en partie rémunérée par l'UE, mais travaillant dans des hôpitaux en tant que membres du personnel médical. Cette force de santé devrait être mise en place dès que possible pour assurer un réseau solide de professionnel•le•s de santé formé•e•s dans toute l'Union européenne, qui pourraient être mobilisé•e•s rapidement en vue d'une intervention d'urgence dans les régions en crise. Il s'agirait d'une étape importante vers une action coordonnée et la garantie d'un niveau de protection identique pour tou•te•s les citoyen•ne•s de l'UE.

La situation regrettable créée par le manque de stocks de matériel et de médicaments nécessaires dans certains États membres met en lumière la quasi-absence de production européenne de certains d'entre eux (masques, tests, ou analgésiques en particulier), qui met l'UE en danger de pénurie en ce qui concerne ces produits médicaux essentiels en période de crise. Le fait de compter sur les importations de quelques sociétés situées dans des pays tiers pose non seulement des problèmes d'ordre environnemental et sanitaire, mais constitue également une atteinte à la souveraineté et à la sécurité. Mais la crise a aussi soulevé de nombreuses questions

sur la disponibilité et l'accessibilité des futurs vaccins et traitements en raison de notre système actuel de protection de la propriété intellectuelle. Pour résoudre cette situation, l'UE doit soutenir et investir dans la diversification et la relocalisation des productions d'appareils médicaux et de produits pharmaceutiques, dans un esprit de coopération et non de concurrence. L'UE doit également créer un laboratoire public de l'UE chargé de produire un minimum de substances actives afin d'éviter de devoir compter entièrement sur les entreprises privées pour la sécurité sanitaire des citoyen·ne·s. Les traitements et les vaccins devraient être disponibles et abordables pour toutes et tous, ce qui nécessitera une augmentation du financement public et un changement dans le modèle de R&D pour les produits pharmaceutiques sur la base de la science ouverte, la transparence des coûts de R&D mais aussi l'assouplissement de toute restriction à la recherche scientifique et l'octroi obligatoire de licences de brevet pour les produits pharmaceutiques.

## UN PLAN DE TRANSITION QUI FONCTIONNE POUR LA POPULATION ET LA PLANÈTE

Des milliards d'euros de fonds public ont été dépensés depuis le début de la crise pour que nos systèmes de santé publique puissent faire face à l'ampleur de l'urgence. Il est primordial de faire en sorte que le plus grand nombre possible de vies puissent être sauvées, de maintenir l'économie à flot et d'éviter le chômage de masse dû au confinement. Il est essentiel de soutenir les foyers européens en ces temps difficiles, en particulier celles et ceux qui sont les

plus exposé·e·s et les plus vulnérables. Les Verts partout en Europe ont été très favorables à ces mesures d'urgence. Mais maintenant que nous passons lentement des mesures d'urgence à la reprise à moyen et long terme de nos sociétés, nous devons être très prudent·e·s pour ne pas répéter les erreurs commises après la crise financière de 2008. Les populations et la planète (et non les grandes entreprises et leurs actionnaires) doivent être au cœur de ce plan de transition. Nous ne pouvons pas permettre aux grandes entreprises qui se sont concentrées sur les profits à court terme, au lieu de prendre soin de leurs employé·e·s et de renforcer la résilience dans leurs modèles d'affaires, d'être sauvées par les fonds publics sans aucune condition. Nous devons également veiller à ce que la relance ne nuise pas aux efforts environnementaux et climatiques, comme nous l'avons vu en 2010 avec l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> de l'UE.

Un cadre européen commun doit être appliqué aux plans nationaux de relance, en veillant à ce que les fonds publics dans toute l'Europe soient destinés à des projets visant à redynamiser les économies locales, à créer des emplois de qualité pour l'avenir et à assurer la transition nécessaire vers une économie neutre sur le plan climatique, durable sur le plan environnemental, sans pollution et totalement circulaire. Les petites et moyennes entreprises sont au cœur de cette nouvelle économie.

En particulier :

- Toutes les grandes entreprises, y compris les banques, les

compagnies d'assurance et les organisations financières qui reçoivent un soutien financier public doivent être tenues de divulguer publiquement leur plan **pour aligner leurs activités économiques sur l'objectif de limiter le réchauffement climatique sous 1,5°C**. Cela doit passer par des objectifs scientifiques de réduction des émissions à l'échelle de l'entreprise et un plan clair et contraignant pour devenir neutre d'ici à 2050 au plus tard, en donnant la priorité à la réduction directe des émissions et à l'efficacité énergétique. Cette divulgation devrait suivre au moins les lignes directrices de 2019 de la Commission européenne sur les rapports d'informations relatives au climat. De plus, toutes les mesures adoptées dans le cadre du plan de transition devraient clairement exclure un soutien direct ou indirect aux industries du nucléaire, du charbon et des autres énergies fossiles. Un cadre réglementaire européen contraignant doit être mis en place pour s'assurer que les grandes entreprises, les banques, les compagnies d'assurance et les autres acteurs financiers réduisent leur empreinte écologique et que leurs activités ne mènent pas à la déforestation et à d'autres dégradations des écosystèmes.

- Les programmes de relance visent à éviter autant que possible les licenciements, à s'engager et à mettre en œuvre l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un travail de valeur égale, à adopter des plans de transition

justes pour assurer la formation et la requalification des travailleuses et travailleurs en vue d'une transition verte et à éviter une plus grande flexibilisation et précarité des emplois.

- Toutes les entreprises, spécialement les grandes entreprises et les multinationales, ne devraient pas être autorisées à verser des dividendes, des bonus ou à racheter des actions pendant au moins les deux prochaines années et, idéalement, tant que l'économie ne se sera pas remise substantiellement des dégâts causés par la crise du COVID-19. De plus, le moment est venu de réformer drastiquement le modèle économique en promouvant la notion d'une économie juste qui serve véritablement les populations et non l'inverse. Les salaires des PDG doivent être plafonnés et tout soutien ou renflouement issu de fonds publics doit être strictement conditionné à son utilité publique. Le renflouement devrait également être exclu pour les entreprises qui évitent de payer des impôts en faisant du dumping fiscal ou qui ont des filiales sans activité économique réelle dans des paradis fiscaux (qui devraient au moins inclure la « liste noire » et la « liste grise » des juridictions non coopératives, mais aussi les États membres marqués dans les rapports des pays du semestre européen). Le renflouement devrait également être accompagné d'une sorte de clause anti-abus, pour que, si une société recevant des fonds publics est identifiée plus tard comme n'étant pas conforme aux règles actuelles des sociétés, elle doive rembourser ces fonds publics.

- Lorsque des fonds européens sont distribués aux États membres, ces derniers doivent être pleinement transparents quant à la manière dont ils les dépensent. Bien que les fonds doivent parvenir le plus rapidement possible aux plus démunis, le versement de montants sans précédent en très peu de temps pourrait augmenter également le risque d'abus et de fraude. Nous devons donc garantir que l'utilisation des fonds puisse faire l'objet d'enquêtes approfondies et efficaces et, le cas échéant, sanctionner leur utilisation abusive.

Une fois par an, dans le cadre du Semestre européen, la Commission européenne devrait rendre compte publiquement de l'utilisation du soutien financier public dans le cadre du paquet de relance et évaluer si les conditions sont respectées.

## VERS UNE SOCIÉTÉ RÉSILIENTE SUR LE PLAN SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Après la crise sanitaire et la reprise de notre économie, nous devrions assister à une récession économique durable, durant laquelle notre économie européenne devra faire face à d'énormes défis liés à la baisse de la demande et à la hausse du chômage. Cela nécessitera un plan d'investissement massif pour remettre l'Europe sur pied. Ce plan d'investissement doit préparer l'Union européenne à une nouvelle économie équitable sur le plan social et environnemental, pour une société prête à faire face aux défis futurs. Il n'y a pas de retour en arrière possible. L'Union européenne doit ouvrir la voie à une société juste, basée sur la préservation de nos biens communs.

# ÉCONOMIE



# Pour une économie au service de toutes et tous

## UN PLAN D'INVESTISSEMENT MASSIF ET DURABLE

L'épidémie du COVID-19 a eu des répercussions sur nos économies européennes (déjà fragiles) comme jamais auparavant en temps de paix. Les gouvernements et les entités publiques, y compris l'Union européenne, ont été appelé·e·s à sauver quoi qu'il en coûte l'économie du pire ralentissement connu de mémoire d'être humain. Toutes et tous joueront un rôle essentiel dans la relance de nos économies après l'épidémie. Nous devons néanmoins reconnaître que la capacité d'investissement des membres de l'UE varie considérablement de l'un à l'autre. Nous devons également aborder les déséquilibres régionaux au sein des États membres, et renforcer la capacité des régions les plus pauvres à se remettre et à se protéger contre les chocs futurs.

Pour cette raison, nous avons besoin d'un **plan d'investissement massif et durable, un plan de transition**, mobilisant jusqu'à 5 milliards d'euros au cours des 12 prochaines années, ce qui ouvrira la voie à une relance économique durable, résiliente sur le

plan social et environnemental, riche en emplois, inclusive et sensible aux différences entre les sexes.

Outre l'utilisation active de la puissance de feu de la BCE, dont on se félicite jusqu'à présent des contributions importantes, ce plan d'investissement massif et durable mobilisera tous les instruments budgétaires (avec le budget de l'UE comme instrument clé, mais aussi les budgets nationaux, régionaux et locaux) et financiers (principalement la BEI). Nous disposons de tout cela pour financer, sur le court terme, un **programme de transition avec le pacte vert au cœur de sa mission pour la reprise après le ralentissement économique** et, sur le plus long terme, une réforme de l'investissement et de la réglementation pour **transformer nos économies et les rendre vraiment résilientes**, tout en faisant preuve de solidarité avec les pays tiers et alignés sur l'économie des soins. Certains secteurs économiques, comme le tourisme, sont gravement touchés par l'épidémie, et le soutien aux régions touchées doit limiter l'impact social de la crise et, en même temps, mettre les secteurs concernés sur la voie d'un avenir plus durable.

Compte tenu de l'impact économique disproportionné de la crise du COVID-19 sur les femmes, toutes les décisions d'investissement de l'UE doivent faire l'objet d'une évaluation de l'impact sur les femmes. Pour garantir l'égalité des sexes, une budgétisation détaillée sensible au genre doit appuyer toutes les décisions d'investissement.

## FINANCEMENT DE CE PLAN DE TRANSITION

Le coût de ce plan doit être supporté conjointement par tous les membres de l'UE en fonction de leur puissance économique et, dans l'économie privée, par celles et ceux qui ont bénéficié du modèle économique inéquitable d'avant la crise. Celles et ceux qui ont bénéficié de l'évasion fiscale, ou de la corruption, devraient supporter de façon plus conséquente le coût de la transition que celles et ceux qui ont contribué de manière intègre. Le financement du plan d'investissement massif sera le marqueur de la solidarité entre les citoyen·ne·s de l'UE, entre les États membres mais aussi avec les pays tiers.

Ce plan doit être financé par des euro-obligations (à hauteur d'au moins 1 milliard d'euros) et de nouvelles recettes de l'UE provenant de nouvelles taxes environnementales (le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, les taxes sur les pesticides, le plastique et le kérosène) ou des contributions des entreprises multinationales, particulièrement des secteurs financier et numérique (taxe sur les transactions financières).

## VERS UN NOUVEAU CADRE MACROÉCONOMIQUE, FISCAL ET RÉGLEMENTAIRE

Le financement d'un plan d'investissement massif ne suffira pas à surmonter cette crise et à prévenir la prochaine. Ce plan d'investissement massif ne doit pas être une aide aveugle pour secourir les entreprises, et les secteurs économiques, notamment le secteur bancaire, qui reposent sur des modèles non durables sur le plan écologique, social ou simplement économiquement non-viables.

Préserver le même cadre macro-économique, fiscal et réglementaire, subventionner les mêmes secteurs économiques nuisibles ou perpétuer la même manière de produire, consommer, transporter ou commercer ne ferait que mener aux mêmes catastrophes. « L'absurdité serait de faire encore et encore la même chose et d'attendre des résultats différents. » Nous devons changer notre modèle économique.

Nous devons évoluer **vers un nouveau cadre macro-économique, fiscal et réglementaire** qui garantira un système économique solide et résilient s'intégrant dans les limites écologiques de notre planète, assurant l'inclusion et la non-discrimination, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, et réduisant les inégalités économiques, sociales et territoriales. Nous devons mieux financer nos services publics, notamment ceux permettant de nous adapter aux enjeux de notre siècle. Les systèmes de santé et le secteur des soins devront être particulièrement aidés au regard de leur nécessité face aux crises que nous subissons. L'économie des soins devrait être un

pilier de l'économie post-crise et la valeur créée dans ce secteur doit être prise en compte dans le calcul du PIB.

L'investissement dans l'économie circulaire, dans la recherche, le développement et l'innovation sera primordial pour progresser vers une économie plus résiliente vis-à-vis du climat et pourrait constituer la première étape vers une politique industrielle cohérente à l'échelle de l'UE.

Les PME (y compris les start-up) durement touchées par la crise auront besoin d'un soutien financier pour

éviter des licenciements massifs et sans précédent. La relocalisation, dans certains secteurs, tels que les productions alimentaires, sanitaires et pharmaceutiques, devra être encouragée pour moins dépendre des chaînes d'approvisionnement mondiales. Toutefois, si un soutien financier conséquent doit être accordé pour maintenir les entreprises à flot, en particulier dans les secteurs les plus durement touchés, il ne doit pas être utilisé pour réaliser des bénéfices mais au contraire pour promouvoir une production plus durable sur le plan environnemental et social.

A person wearing a brown, textured sweater is seen from the back, holding a sign. The sign features a colorful drawing of a sun with rays in orange, yellow, and red, and the word 'SMILE' written in purple. The sign is attached to a metal railing. Another sign with a blue drawing and the word 'He' is visible below it.

**SOCIÉTÉ  
ET EMPLOI**

# Pour une Union européenne plus respectueuse

L'ampleur des dommages sociaux résultant de l'épidémie de COVID-19 est sans précédent. Nous avons besoin de systèmes de sécurité sociale universels dans l'Union européenne au titre des droits humains et pour servir de stabilisateurs en cas de crises futures : cela signifie *protéger tout le monde* et s'assurer que chacun·e mange à sa faim et mène une vie décente, c'est dans l'intérêt de toute notre société. Pour progresser et garantir l'inclusion et la non-discrimination après la crise, nous avons besoin d'une véritable union sociale.

## CRÉER DES EMPLOIS DURABLES ET DE QUALITÉ

Les conséquences sociales de la crise vont perdurer bien après la fin de la crise sanitaire. L'Union européenne doit encourager les programmes de soutien social universel décents, les prestations chômage et autres allocations sociales pour toutes et tous, y compris pour les travailleuses et travailleurs les moins bien rémunéré·e·s, les travailleuses et travailleurs indépendant·e·s et les jeunes en début de carrière. La création d'emplois durables et de

qualité doit être au cœur de la relance. Des mesures législatives devraient être présentées pour interdire les contrats "zéro heure", mettre fin à la pratique de stages post-universitaires non rémunérés ou garantir un réel statut aux travailleuses et travailleurs atypiques, comme celles et ceux employé·e·s par l'intermédiaire de plates-formes.

Nous devons veiller à ce que tous les citoyen·ne·s de l'UE bénéficient d'un revenu minimum contre la pauvreté (en intégrant la dimension de genre) et nous avons besoin d'un plan d'action concret pour mettre fin à la pauvreté au travail, y compris des salaires de subsistance dans toute l'UE, car trop de travailleuses et travailleurs ne gagnent pas de revenus suffisants pour maintenir une vie décente et saine pour eux/elles-mêmes et leurs familles. L'Union européenne devrait créer des emplois de qualité, qui donnent la possibilité d'acquérir les compétences dont nous avons toutes et tous besoin pour assurer une transition juste, sociale, égalitaire et inclusive. Les États membres sont également invités à envisager sérieusement la possibilité de mettre en place des

systèmes de revenu universel de base qui constitueront un amortisseur social pour les crises futures.

Le plan de relance post-crise devra faire cesser les inégalités subies par les femmes : elles restent plus pauvres, en raison de la baisse des salaires, de la réduction des pensions et d'autres formes de revenus. Comme l'a montré la crise, la plupart des emplois essentiels et des soins informels qui maintiennent notre économie à flot pendant le confinement sont effectués par des femmes, mais elles sont toujours moins bien rémunérées que les hommes pour les mêmes emplois et leur contribution reste largement sous-évaluée. La Commission européenne ne peut reporter aucune action sur cette question, un travail de valeur égale mérite un salaire égal.

## METTRE LA JUSTICE SOCIALE, SANITAIRE, ENVIRONNEMENTALE ET LE BIEN-ÊTRE AU CŒUR DE NOTRE SOCIÉTÉ

La crise du COVID-19 a clairement démontré une chose : nous avons besoin de beaucoup plus d'investissements publics dans des services clés essentiels à notre société et qui garantissent l'application des droits humains en matière de santé, d'éducation, de culture, de logement et de justice environnementale pour n'en nommer que quelques-uns, quel que soit le statut de résidence ou d'immigration. Les demandeuses et demandeurs d'asile sont parmi les personnes les plus durement touchées

par cette crise sans précédent. L'Union européenne devrait mettre en place un nouveau mécanisme de solidarité pour que tous les États membres accueillent dignement et équitablement ces personnes, qui vivent déjà dans une situation vulnérable.

Nous avons besoin d'un nouveau « Pacte de soins pour l'Europe », pour remettre la notion "prendre soin" au centre de notre réponse sociale à la crise. Les services de soins, sociaux et éducatifs devraient être mis à disposition de toutes les personnes vivant en Europe. À cette fin, le vaste plan d'investissement public doit reconnaître les soins informels et permettre la montée en compétence dans le domaine (par exemple par le biais de crédits de soins), établir un cadre européen pour le logement, car il existe un énorme sous-investissement dans le logement (qui contribuerait également à lutter contre le problème des personnes sans-abri et à créer des emplois), engager une révision de nos règles d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, des investissements substantiels dans la promotion de la santé mentale dans les services sociaux et de santé, ainsi que des mesures visant à assurer l'égalité de genre et une société adaptée aux besoins des enfants et protégeant les personnes vulnérables, comme les personnes handicapées, les demandeuses et demandeurs d'asile, les migrant•e•s sans papiers, les réfugié•e•s, les prisonnières et prisonniers et les minorités.

L'Union européenne devrait investir dans son avenir et dans notre jeunesse : la crise du COVID-19 va

rendre encore plus difficile l'entrée sur le marché du travail des jeunes professionnel·le·s en raison du déclin de l'emploi. C'est la raison pour laquelle l'UE doit favoriser le financement et fournir une garantie contraignante pour la jeunesse dans toute l'UE afin d'éviter le chômage des jeunes sur le long terme. Les systèmes éducatifs européens doivent être améliorés et l'UE doit présenter une garantie européenne pour les enfants afin qu'en 2030, aucun enfant ou jeune dans l'UE ne soit exposé·e au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. L'éducation au changement climatique devrait être au centre d'une transformation de paradigme à laquelle toute la société participe, en mettant l'accent sur les enfants et les jeunes, qui seront le moteur du changement des générations futures.

## COMBATTRE LA VIOLENCE SEXISTE

L'une des conséquences dramatiques de l'épidémie du COVID-19 est l'augmentation du nombre de cas de violence sexiste et intra-familiale signalés en Europe. Avec des millions d'européen·ne·s confiné·e·s, les mécanismes actuels de soutien aux femmes et aux enfants, victimes de violence domestique, sont entravés. Nous avons besoin d'augmenter le financement pour soutenir ces victimes et pour que l'UE ratifie la Convention d'Istanbul et que la Commission présente de toute urgence une proposition législative pour lutter contre les violences sexistes.

A woman in a red dress stands on a sandy beach, looking out at the ocean. The sky is clear and blue. A large green circle is overlaid on the image, containing the word "ENVIRONNEMENT" in white capital letters.

**ENVIRONNEMENT**

# Vivre durablement dans les limites planétaires

La crise actuelle met en lumière de manière implacable la manière dont la satisfaction de nos besoins les plus élémentaires repose désormais sur des systèmes fragiles et épuisables. Cette crise trouve son origine notamment dans la déforestation et le trafic d'animaux protégés, et a été aggravée par un environnement de mauvaise qualité (notamment la pollution de l'air). Nous devons mettre en œuvre les changements qui nous permettront d'atténuer et de traverser la prochaine crise, dans les limites et en préservant nos écosystèmes.

## LE PACTE VERT : NOTRE SOCLE POUR L'AVENIR

La crise actuelle nous rappelle l'interdépendance entre la santé humaine, le bien-être de nos sociétés et les systèmes naturels dont elles dépendent. Pour que les européen·ne·s vivent bien dans les limites de la planète, nos modes de production et de consommation doivent changer radicalement. La réduction de notre impact sur la faune et la biodiversité, bien que nécessaire pour éviter l'émergence d'une nouvelle zoonose

comme le Covid-19 ne suffira pas. Nous devons nous assurer que tous les secteurs de l'économie s'engagent pleinement dans l'instauration d'une économie neutre sur le plan climatique, durable et environnementale, zéro pollution et totalement circulaire d'ici 2040. C'est la seule voie face à la menace existentielle que représentent les changements climatiques et la perte massive de la biodiversité.

**Le Pacte vert européen reste plus que jamais le socle de notre futur modèle de développement.** Il faudrait même le renforcer pour qu'aucun investissement ne nuise à la lutte contre le changement climatique ni à la préservation de l'environnement, et même pour qu'il contribue à la sortie de crise :

- L'Union devrait renforcer son ambition climatique en inscrivant dans sa "loi climat" l'objectif de réduire de 65 % ses émissions d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2040 au plus tard.
- Le plan de transition devrait lancer la transformation de notre économie et veiller à ce que tous les secteurs s'engagent sur la voie de la neutralité climatique.**

• **Le renforcement de l'action de l'UE pour protéger et restaurer la biodiversité nationale et mondiale** est indispensable. Il permettra d'éviter la propagation de nouvelles zoonoses comme le Covid-19 tout en répondant à la perte de notre biodiversité qui ne cesse de s'aggraver. La Commission devrait lancer des objectifs juridiquement contraignants, à savoir la protection d'au moins 30 % des terres et des mers européennes et la restauration d'au moins 30 % des écosystèmes européens d'ici 2030, et soutenir fermement l'adoption d'objectifs équivalents au niveau mondial. Les lois européennes actuelles sur la nature et la biodiversité devraient être complétées dans un délai d'un an par un règlement sur la restauration de la nature afin de s'assurer que ces objectifs soient intégrés dans la loi. Au moins 150 milliards d'euros devraient être mobilisés au cours des dix prochaines années pour la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en matière de biodiversité. La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) devrait être chargée de publier un rapport approfondi des connaissances scientifiques mondiales sur les impacts de la perte de biodiversité et les effets plus vastes de l'activité humaine dans le monde naturel sur l'émergence de pandémies telles que celles du COVID-19. Enfin, en tant que troisième marché de destination du trafic illégal de la faune et de la flore sauvages et en tant qu'exportateur, l'UE doit être à la tête de la lutte contre la criminalité environnementale.

• L'UE doit unilatéralement prendre les devants en adoptant plus de lois sur la "due diligence" obligatoire, comme elle l'a déjà fait dans des domaines spécifiques comme le commerce de minéraux, de bois de conflit. La transparence à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement (de l'extraction jusqu'à la vente) doit être demandée et ainsi imposer aux entreprises à chaque étape de cette chaîne l'obligation de due diligence au regard du droit de l'environnement, du droit social et des droits humains. Une telle législation serait également un instrument très pertinent pour imposer des due diligences obligatoires aux opérateurs amont et aval dans les chaînes de valeur des produits forestiers à risque et, par conséquent, pour contribuer à la lutte contre la déforestation et à la protection de la biodiversité.

• **Dans le cadre du renforcement de la lutte de l'UE contre la pollution environnementale**, en particulier la pollution atmosphérique, les fonds de relance destinés aux secteurs hautement polluants, comme l'agriculture, l'industrie chimique et les transports, doivent être investis dans les technologies propres pour permettre à ces industries de faire leur transition vers le "zéro pollution". **Un plan d'action zéro pollution pour l'air, l'eau et le sol, et une stratégie en matière de produits chimiques pour la durabilité** sont plus que jamais nécessaires. Ils devraient viser à prévenir toute forme de pollution et à la réduire à des niveaux qui ne sont

plus nocifs pour la santé humaine et l'environnement, dans le respect des limites écologiques de la planète. La stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité doit combler les lacunes réglementaires dans la législation de l'UE sur les produits chimiques. Il faut parvenir rapidement à une substitution des substances extrêmement préoccupantes et des autres produits chimiques dangereux, y compris les perturbateurs endocriniens, les produits chimiques très persistants, les substances neurotoxiques et immunotoxiques et lutter contre les effets de combinaison des substances chimiques, les substances sous formes nano et l'exposition aux substances chimiques dangereuses des produits. Pour les pesticides, utilisés sur plus de 30 % des terres européennes, nous demandons la mise en œuvre immédiate des propositions du rapport final du comité et notamment de la procédure d'autorisation des pesticides dans l'Union européenne

• La Commission doit accélérer l'adoption de critères harmonisés pour définir les activités économiques amenées à progressivement disparaître en raison de leur impact sur le climat et l'environnement. **Cette « taxonomie brune » devrait agir comme une boussole pour éviter que les dépenses publiques et privées ne soient injectées et bloquées dans l'ancienne économie fossile basée sur la surproduction et la culture du jetable.**

## INVESTIR ET PROTÉGER LA PRODUCTION LOCALE DE NOURRITURE

Cette crise nous rappelle que l'accès à certains besoins fondamentaux des citoyen·ne·s de l'UE, et en particulier l'alimentation et la santé, est beaucoup plus fragile que nous ne le pensions. L'approvisionnement en nourriture dans l'UE a été assuré mais à des prix très instables. Le manque de travailleuses et travailleurs agricoles aura un impact considérable sur la production de fruits et légumes, et la perturbation du commerce des intrants (engrais, pesticides, semences et aliments pour animaux) affecte profondément la production et pourrait même conduire à l'effondrement de certains secteurs. Pendant cette crise, les difficultés rencontrées dans le transport d'animaux vivants (au sein de l'Union européenne et à destination/ en provenance de pays tiers) ont attiré davantage l'attention sur la nécessité de réduire et de relocaliser cette production, compte tenu des implications pour le bien-être des animaux et la sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire européenne est loin d'être atteinte. Pour résoudre cette situation, l'UE doit soutenir et investir dans la diversification et la relocalisation des productions.

• Cela signifie, donner la priorité aux marchés intérieurs et régionaux plutôt qu'aux exportations, de préférer des chaînes d'approvisionnement plus courtes et d'éviter les accords commerciaux qui mettent en danger notre production locale de base. S'appuyer sur les importations en provenance de

pays tiers pour ces produits est non seulement problématique au niveau de l'environnement, mais cela peut aussi compromettre notre sécurité alimentaire et notre souveraineté. Un modèle agro-écologique a le potentiel de fournir une alimentation saine et respectueuse de l'environnement à tous les européen·ne·s et permettre à nos agricultrices et agriculteurs de bien vivre de leur travail.

- Cette diversification et cette relocalisation doivent se faire dans les territoires de l'UE. Cela signifie que nous devons également soutenir les options plus durables et plus adaptées (par exemple en assurant que 30 % de nos terres agricoles soient biologiques d'ici 2030), diminuer certaines productions au profit d'autres (par exemple en fixant des objectifs pour réduire la consommation de viande, tout en réorganisant le secteur de la viande par le biais d'un plan autour des protéines végétales et de normes plus élevées pour le bien-être animal), et également renforcer la conditionnalité des aides publiques versées aux agricultrices et agriculteurs.

- La relocalisation exige que nous restreignons la dépendance aux intrants dans le secteur alimentaire, notamment en soutenant un objectif de réduction de 50% des pesticides l d'ici 2025 (-80 % d'ici 2030 et l'élimination de l'utilisation des pesticides d'ici 2035). Il en va de même pour l'utilisation des engrais synthétiques avec un objectif de réduction de 50 % d'ici 2030 dans le cadre de la stratégie dite "De la ferme à la table", de la stricte mise

en œuvre de la directive-cadre sur l'utilisation durable des pesticides et du renforcement de la future PAC. Pour permettre aux chaînes d'approvisionnement plus courtes de prospérer, nous devons maintenir des emplois verts de bonne qualité dans les zones rurales. Il est d'autant plus vital dans cette crise d'égaliser les paiements entre les agricultrices et agriculteurs des différents États membres, pour empêcher la disparition des fermes dans certaines régions de l'Union européenne.

- Les marchés publics devraient également jouer leur rôle dans le développement de systèmes alimentaires locaux, en donnant la priorité aux marchés régionaux et internes durables.

- La résilience de notre système alimentaire repose sur la présence d'une multitude de petites exploitations agricoles et de la pêche artisanale vers lesquels il faudrait orienter l'aide de l'UE. Nous devrions également veiller à ce que la reprise économique dans le secteur agricole et de la pêche ne se fasse pas au détriment de la protection de l'environnement ni de la protection sociale. Le passage nécessaire à l'agriculture biologique, ainsi qu'à l'exploitation forestière durable, peut également offrir des opportunités d'emploi.

- Un outil majeur pour atteindre ces objectifs est un changement radical dans la future politique agricole commune, qui représente plus de 35 % du budget européen.

- Enfin, il conviendrait d'assurer la transparence en ce qui concerne la distribution des fonds de la PAC et du FEAMP, pour garantir la cessation des subventions nuisibles et que la pêche artisanale et l'agriculture paysanne soient les principaux bénéficiaires du budget de l'Union européenne et du plan d'investissement relatif au Covid.

## REDÉMARRER L'ÉCONOMIE EN FAVORISANT LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS, LES TRANSPORTS PROPRES ET LA DÉCARBONATION

Au lieu de remettre en état un système qui a montré sa faiblesse, l'UE devrait se saisir de cette occasion pour revitaliser l'économie post-COVID-19 par le biais d'objectifs juridiquement contraignants et d'investissements ciblés permettant à notre société d'être mieux préparée à de futures crises : de nouvelles pandémies, la crise climatique déjà en cours ou les conséquences de l'effondrement des écosystèmes. Les secteurs prioritaires devront être ceux qui combinent un fort potentiel de création d'emplois locaux et de qualité et de revitalisation de nos territoires tout en réduisant à la fois la facture pour les ménages et notre empreinte écologique collective.

- **Lancement de la vague de rénovation** : une stratégie ambitieuse et globale de rénovation des bâtiments au niveau local, couplée à une stratégie de développement des compétences inclusive et équilibrée entre les

sexes, stimulera les économies locales, tout en soutenant la cohésion sociale et donnant à toutes et tous les conditions d'une vie plus saines. Une vague de rénovation intégrant l'économie circulaire et une approche du cycle de vie à l'échelle industrielle contribuera à la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux. Un taux de rénovation accru doit être couplé à des normes minimales de performance énergétique et à l'objectif NZEB (des bâtiments dont la consommation d'énergie nette est nulle). Les travaux de rénovation doivent être entrepris de manière globale et inclusive (impact estimé : > 75 milliards d'euros par an d'incitations publiques nécessaires pour assurer un parc immobilier à haut rendement énergétique d'ici 2050 ; jusqu'à 2 millions d'emplois locaux).

- **Libérer le potentiel de création d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables en Europe**, notamment en stimulant la demande de panneaux photovoltaïques à petite échelle. Proposer un programme paneuropéen de panneaux solaires sur les toits des habitations, dans le cadre de la prochaine vague de rénovation, et rendre les installations solaires obligatoires sur les bâtiments publics des États membres. Nous avons besoin que des programmes de transition, tels que le fonds de garantie de la BEI pour la crise du Coronavirus, permettent l'octroi de subventions, de prêts et d'incitations fiscales pour que des investissements dans

l'approvisionnement en énergie solaire (toits solaires ou AAE) soient réalisés les PME et sur les bâtiments commerciaux et industriels.

• **Repenser les espaces publics pour promouvoir la mobilité durable**

: nous l'avons vu, de nombreuses villes d'Europe ont agrandi ou ajouté des pistes cyclables pendant le confinement afin de promouvoir une mobilité mieux adaptée aux règles de la distanciation sociale : la marche et le vélo. Il faudra encourager activement les autorités publiques à maintenir ou à étendre ces mesures qui favorisent ces types de déplacement, réduisant ainsi les émissions, permettant aux gens de rester en forme et, si besoin est, de respecter la distanciation sociale.

• Faire en sorte que le changement de modes de déplacement soit pérenne : le plan de relance devra être l'occasion d'investir dans les transports publics, indispensables, et d'assurer un véritable changement dans les modes de déplacement. Cela permettra de réduire la pollution atmosphérique et d'agir pour le climat. Pour cela, il faudra augmenter le nombre de tramways, que les bus soient plus réguliers et à zéro émission et développer une véritable intermodalité dans nos villes. Un plan d'action de l'UE et un soutien financier à grande échelle sera nécessaire pour la modernisation, l'extension et l'entretien des chemins de fer, pour financer des investissements dans les trains, les trains de nuit, les liaisons ferroviaires transfrontalières et d'autres

innovations liées au transport ferroviaire. Une coordination de l'UE devra être mise en place pour que les vols court-courriers soient remplacés par des alternatives durables.

Nous ne pouvons pas sans cesse étendre notre réseau routier (cela ne fera qu'induire de la demande) et remplacer les voitures à combustion par des véhicules électriques. Pour faire baisser le trafic routier, il faut que davantage de marchandises soient transportées par chemin de fer, par voie navigable et par la mer (ex. : transport maritime à courte distance viable).

• Bâtir les fondations d'une **industrie européenne de la mobilité à zéro émission**, capable de répondre à la demande croissante en solutions de remplacement des moteurs à combustion et d'infrastructures de recharge à la fois pour les voitures, les fourgonnettes, les bus et les camions, mais aussi pour stimuler l'offre dans le secteur ferroviaire. Cela s'accompagnera de programmes de requalification, offrant de nouvelles possibilités de carrière aux travailleuses et aux travailleurs qui quittent le secteur des transports utilisant les combustibles fossiles.

## POLITIQUE SANS COMBUSTIBLES FOSSILES

La réponse immédiate à la crise a montré que, trop souvent, les conservateurs considèrent encore « l'environnement » comme une question externe supplémentaire,

qui peut être ignorée et mise de côté lorsque des choses « sérieuses » se produisent, ignorant ainsi totalement les problèmes systémiques qui ont contribué à la crise actuelle. Au contraire, il est temps d'utiliser le Pacte vert pour l'Europe et ses stratégies connexes comme base pour la transition à venir. Ces stratégies, accompagnées d'objectifs précis et d'une révision de la réglementation, sont nécessaires maintenant, et pas lorsque la crise sera terminée et que la plupart des États membres et des acteurs auront déjà commencé à élaborer leurs propres plans de transition. L'actuel faible prix du pétrole devra, notamment, être l'occasion de mettre fin à toute

subvention pour les combustibles fossiles, y compris le gaz, que ce soit directement (par le biais des aides d'État) ou indirectement (via des exonérations fiscales). Toute attaque contre les normes ou les objectifs environnementaux de l'UE, actuels ou à venir, devra être sérieusement condamnée. Des règles strictes doivent être édictées pour régir les interactions entre l'industrie des combustibles fossiles et les décideuses et décideurs, comme cela est déjà le cas pour l'industrie du tabac. Les institutions de l'UE et les États membres ne devraient interagir avec l'industrie des combustibles fossiles que pour réglementer efficacement son activité.



**INTERNATIONAL**

# Favoriser la solidarité, protéger les droits humains et renforcer le multilatéralisme

C'est une crise mondiale à laquelle il faut une réponse mondiale. Toutes les mesures de lutte contre cette pandémie échoueront si elles ne sont pas respectées au niveau international. C'est pourquoi l'UE doit assumer ses responsabilités et jouer un rôle de premier plan dans un contexte où l'instabilité est croissante, les systèmes de valeur mondiaux sont en concurrence et le désordre mondial en mutation. Contexte accentué par la crise de la COVID-19, même si celle-ci n'en est pas la cause. L'urgence est d'autant plus grande que, dans cette crise, les États-Unis et la Chine ont montré un manque de volonté et de capacité participer à une réponse commune, efficace, juste et durable aux défis mondiaux. L'Union européenne fait face à une triple tâche à laquelle elle ne doit pas se soustraire. Elle a le devoir de favoriser la solidarité internationale, de protéger les droits humains et d'être l'acteur international qui fait avancer les solutions multilatérales. Elle défendra ainsi les valeurs libres et démocratiques

sur lesquelles notre Union a été fondée et ce qui protégera nos valeurs communes. Il est temps que l'Europe prenne l'initiative d'établir un statut pour les biens communs mondiaux et exige un nouveau Pacte mondial et européen pour l'environnement.

Pour protéger et favoriser la liberté, la solidarité et les droits humains, l'UE doit avoir comme priorités la liberté des médias, la liberté d'expression, la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte et les droits numériques. Ces libertés fondamentales doivent être respectées à l'intérieur de l'UE et promues hors de ses frontières. L'UE se doit de s'opposer activement à la vague autocratique mondiale. Elle devra exiger de tous les pays une transparence totale sur la gestion de la crise de la COVID-19. Elle devra également insister sur une approche inclusive, associant tous les gouvernements et tous les actrices et acteurs du secteur social en particulier

les femmes, la communauté LGBTI\* et les minorités, aux efforts collectifs de la communauté mondiale. L'UE devra soutenir la mise en place d'un mécanisme de recours multilatéral juridiquement contraignant pour les victimes de violations des droits humains fondé sur les principes directeurs des Nations unies. De plus, pour surmonter la crise actuelle, elle devra mettre l'accent sur les partenariats multilatéraux afin que sa stratégie de transition soit basée sur le nouveau Pacte vert. L'UE doit être forte dans la lutte universelle contre le racisme et la xénophobie. Des millions de personnes dans certains des pays les plus pauvres du monde sont confrontées à des crises sanitaires, sociales et économiques dévastatrices résultant de la pandémie de COVID-19. L'UE doit prendre des mesures fortes pour soutenir l'aide humanitaire, l'assistance médicale et l'allègement de la dette, y compris l'annulation complète des titres de créance contractés par tous les pays pauvres, sans quoi de nombreux pays qui ont besoin d'aide internationale ne pourront éviter de terribles catastrophes nationales.

Il est important que l'UE surveille et contrôle de manière stricte les investissements directs étrangers afin d'éviter que les actifs stratégiques, et en particulier les infrastructures sensibles, tombent sous le contrôle de gouvernements étrangers, dont certains promeuvent activement des politiques autocratiques. L'UE devrait également mettre en œuvre d'urgence l'instrument relatif aux marchés publics internationaux et insister sur le contrôle du respect des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des

entreprises européennes. L'UE doit, par ailleurs, veiller à ne pas entretenir les stratégies de militarisation des pays tiers par le biais du transfert de technologies lorsque ces pays poursuivent des politiques fortes de fusion du civil et du militaire. Enfin, l'UE doit lutter contre les subventions illégales qui faussent la concurrence internationale.

L'épidémie de COVID-19 a également démontré le manque de coopération au niveau international ait mis à mal certains organismes multilatéraux, comme l'OMS. L'UE doit rester ferme et exiger que, même si la mondialisation doit être repensée, le multilatéralisme et la coopération restent les moyens de traiter les problèmes mondiaux au niveau international. Parallèlement, la politique commerciale de l'UE doit être entièrement revue.

L'objectif principal d'une politique commerciale verte est de garantir que les règles qui régissent le commerce permettent une prise en compte du bien-être de chacune et de chacun et de la résilience, afin d'utiliser un minimum d'énergie et de ressources. La distance entre le point de production et le point de consommation devra être aussi courte que raisonnablement possible, en assurant un niveau approprié d'accès aux produits nécessaires pour une vie satisfaisante. Le futur système commercial devra combiner une relocalisation des productions stratégiques telles que les produits alimentaires et les produits médicaux et pharmaceutiques, un développement important de l'économie circulaire et des chaînes d'approvisionnement résilientes et durables.

NUMÉRIQUE

```
...this.replaceText(n), this...length, n=pa...t.subst...toggleBlinkin...keepTyping", value...de...this.comple...var s=this...this.backSp...+1];i&& n===i...onLastStringB...onComplete(this...this.pause.curString=t, this.pause.curStrPos=e}}, {key...=t; var e=t?"infinite":0; this.cursor.style.animationI...IfNeeded", value:function(){this.shuffle&&(this.seque...is; return this.el.className+=" "+this.fadeOutClass, t...length>t.arrayPos?t.typewrite(t.strings[t.sequence[t.a...tr?this.el.setAttribute(this.attr, t):this.isInput?th...{key: "bindFocusEvents", value:function(){var t=this; t...[t.el.value&&0!==(t.el.value.length||t.start())]}}, {k...this.cursor.className="typed-cursor", this.cursor.inn...); e["default"]=a, t.exports=e["default"]}, function(t, e...ror("Cannot call a class as a function")}Object.defin...[e]; for(var n in s)Object.prototype.hasOwnProperty.ca...a), l=function(){function t(){i(this, t)}return o(t, [{k...isInput="input"===t.el.tagName.toLowerCase(), t.attr=...cursorChar=t.options.cursorChar, t.cursorBlinking...typeSpeed, t.startDelay=t.options.start...fadeOutClas...t.options.fadeOutClas...t.options.strings...element.style
```

# Appel à la révolution numérique

La transition numérique a fondamentalement changé notre mode de vie, notre façon de communiquer et de travailler. Nous voyons combien elle peut rapprocher les gens, leur permettre de se former, améliorer leurs conditions de vie, mais aussi combien elle peut avoir des conséquences négatives comme le recueil des données personnelles par les entreprises, la déconstruction de la protection sociale ou la destruction de notre environnement ou de notre santé. Les technologies numériques doivent être un outil et non un objectif en elles-mêmes. Nous devons nous approprier le cadre qui régit les technologies numériques et l'orienter vers des normes de durabilité élevées, avec de solides garanties démocratiques et technologiques. Cela doit s'accompagner de mesures de soutien financier et de formation afin de ne perdre personne en chemin.

La crise du COVID-19 montre que la révolution numérique est un élément important pour renforcer la résilience de nos sociétés face aux crises. Nous devons donc investir dans la numérisation des services essentiels et accroître la capacité des

gouvernements, des législateurs (parmi lesquels les membres du Parlement européen) et des institutions publiques à maintenir leur activité en cas de crise.

La transition numérique est également un vivier important d'emplois potentiels si nous soutenons le développement d'un secteur technologique plus pluraliste et diversifié et si l'UE investit pour combler le fossé numérique.

Nous réapproprier **la révolution numérique**, c'est nous permettre d'évoluer vers un modèle économique plus juste, plus durable, plus accessible et plus transparent. Un modèle qui soutient les entreprises et les citoyen·ne·s tout en respectant les valeurs démocratiques et en limitant son impact sur l'environnement. Nous devons veiller à ce que la numérisation reste une opportunité pour toutes et tous, qui nous aide à prévenir de nouvelles crises tout en renforçant l'autonomie de chacune et chacun.

PLANET EARTH  
FIRST



**DÉMOCRATIE**

# Pas de quarantaine pour la démocratie

Au cours des dernières semaines, pour faire face à cette crise, des pressions ont été exercées sur nos démocraties et nos libertés fondamentales et civiles ont été réduites entre autres, par le développement de la surveillance de masse et la limitation de la liberté des médias. Le risque est grand que ces mesures exceptionnelles et temporaires ne soient jamais entièrement levées, devenant de facto des lois ordinaires et permanentes. Les contre-pouvoirs sont fondamentaux dans les démocraties libérales. Pourtant, partout en Europe, les systèmes juridiques indépendants, les droits individuels, le contrôle parlementaire, la liberté et le pluralisme des médias et un contrôle indépendant pleinement opérationnel des dépenses publiques ont été réduits, parfois même totalement étouffés. Pour assurer le respect de l'état de droit dans les États membres, nous devons soutenir pleinement le travail des institutions indépendantes existantes. En même temps, l'UE devra également établir des conditions à l'attribution des fonds de l'UE. Parallèlement au déblocage de ces nouveaux fonds d'urgence, il est crucial que la transparence et leur bonne gestion soient surveillées grâce à des mécanismes de contrôle pour éviter la corruption et l'utilisation abusive des fonds publics de l'UE et

de ses États membres. L'épidémie de COVID-19 ne doit pas être une nouvelle occasion de réduire nos libertés fondamentales ou de diminuer les compétences régionales et de recentraliser les États. Il ne devrait pas y avoir de **quarantaine pour la démocratie** ! Il est temps de renforcer nos démocraties et nos droits civils en « revenant à la normale », mais aussi en adoptant une nouvelle législation protégeant les minorités et les droits fondamentaux. La démocratie, c'est le devoir de la majorité de protéger les droits des minorités. Il est temps de nous remettre sur le chemin vers une société plus démocratique.

Cette crise a ébranlé la confiance de nombreux et nombreuses citoyen·ne·s et a fait progresser le populisme et l'euroscpticisme partout dans l'UE. C'est la conséquence directe d'un sentiment d'abandon. Nous devons, plus que jamais, inclure les autorités locales et régionales, les syndicats et la société civile dans le processus d'élaboration des politiques. En outre, un débat sur l'avenir de l'UE est nécessaire de toute urgence. Nous devons évaluer de manière critique la réaction de l'UE à cette crise et traduire les envies de solidarité, de démocratie plus participative et plus vivante et de « plus d'Europe » de ses citoyen·ne·s dans des processus politiques concrets. La Conférence

sur l'avenir de l'UE est le forum idéal pour cela. La Conférence devra avoir lieu dès que possible et devra présenter des propositions claires pour réformer profondément l'Union européenne et la rendre plus efficace, unie, démocratique, souveraine et résiliente, en écoutant directement les citoyen·ne·s. Les citoyen·ne·s devront

être pleinement associé·e·s à toutes les mesures de relance qui seront discutées et adoptées au sein de l'UE. Si nous voulons que ce processus mené par et pour les citoyen·ne·s soit possible, nous ne devons pas perdre le temps et commencer à nous y préparer dès maintenant.



**LESVERTS / ALE**  
au Parlement européen

60 rue Wiertz/Wiertzstraat 60  
1047 Brussels, Belgium  
[www.greens-efa.eu](http://www.greens-efa.eu)  
[contactgreens@ep.europa.eu](mailto:contactgreens@ep.europa.eu)